



# La sociologie de l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes

**Claude Trottier**

DANS **ÉDUCATION ET SOCIÉTÉS** 2001/1 n<sup>o</sup> 7 , PAGES 5 À 22  
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 1373-847X

ISBN 2-8041-3637-X

DOI 10.3917/es.007.0005

Date de mise en ligne : 01/03/2001

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-education-et-societes-2001-1-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

# D OSSIÉ

## Entre éducation et travail : les acteurs de l'insertion

### La sociologie de l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes

---

CLAUDE TROTTIER

Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval

Québec, Canada G1K 7P4

Courriel : [Claude.Trottier@fse.ulaval.ca](mailto:Claude.Trottier@fse.ulaval.ca)

Pourquoi *Éducation et Sociétés*, revue internationale de sociologie de l'éducation, consacre-t-elle un numéro à l'analyse des relations entre éducation et travail et aux acteurs de l'insertion ? Ce thème de la transition du système éducatif au marché du travail n'appartient-il pas à la sociologie du travail, à l'économie de l'éducation, à la sociologie de la jeunesse ou même à la sociologie économique ? Comme l'indique Terrail (1997), certains ont en effet eu tendance à exclure de la sociologie de l'éducation les travaux qui s'intéressaient au devenir des diplômés à cause des cloisonnements universitaires et des spécialisations de recherche. Toutefois, s'il ne fait pas de doute que ce champ de recherche se situe au carrefour de ces disciplines, la problématique des relations entre éducation et travail s'inscrit aussi au cœur des préoccupations des sociologues de l'éducation depuis les années cinquante, il n'a cessé d'évoluer et a émergé comme un champ de recherche au sein de la discipline.

## Émergence et évolution du champ d'études : de l'analyse des relations entre éducation, occupation et stratification à celle du processus d'insertion

La problématique des relations entre éducation et travail s'inscrit dans le prolongement des préoccupations des sociologues de l'éducation sur les relations entre l'éducation, l'économie et la structure des occupations. Déjà à la fin des années 1950, Floud & Halsey (1958) déploraient, dans leur rapport sur les tendances en sociologie de l'éducation pour le compte de l'Association internationale de sociologie et l'UNESCO, qu'on n'ait pas analysé de façon systématique la relation entre le système d'éducation et le système économique. Ils proposaient qu'on examine les conditions dans lesquelles les changements technologiques ont entraîné des changements dans la structure des occupations, la sélection de la main d'œuvre et les relations réciproques entre le système d'éducation et la stratification sociale. Dans un rapport analogue, Isambert-Jamati et Maucorps (1972) rendent compte, une quinzaine d'années plus tard, des travaux qui ont été effectués sur les liens entre l'éducation, le développement technique et économique et les politiques de scolarisation, sur la planification de l'éducation, sur les processus par lesquels les formes de travail imposent leurs exigences aux systèmes éducatifs et sur l'impact que ceux-ci peuvent avoir, par ailleurs, sur les transformations de l'économie.

Au cours des années 1960 et 1970, on s'est intéressé de façon plus spécifique aux cheminements de formation à l'intérieur du système d'enseignement. On a d'abord analysé le flux des élèves et des étudiants à l'intérieur du système éducatif, leur orientation vers les filières de formation générale ou professionnelle, les retards scolaires, l'obtention ou pas d'un diplôme, le type de diplôme obtenu et leur sortie du système. L'image du système éducatif qui se dégage de ces travaux est celle d'un mécanisme de différenciation des élèves, d'une agence de sélection dont la portée n'est pas que pédagogique. Dans la mesure où l'accès à l'emploi est en partie lié au type et au niveau de scolarité, le système éducatif participe jusqu'à un certain point à la distribution des individus dans la structure des occupations. Et dans la mesure où la position d'un individu dans la stratification sociale est en partie fonction de son occupation, le système éducatif contribue à la distribution des individus dans la stratification. Bien que, dans ces études, on se soit intéressé au lien entre éducation et emploi, on a surtout mis l'accent sur la genèse des inégalités scolaires, les relations entre celles-ci et les inégalités sociales, et sur les liens entre l'éducation, la mobilité et la stratification sociales.

Les auteurs des études effectuées au cours des années 1960 se sont surtout inspirés du paradigme fonctionnaliste (Halsey, Floud & Anderson 1965, Clark 1962). Le système éducatif y apparaît comme une institution essentielle et un moyen rationnel a) de sélectionner les plus talentueux, quelle

que soit leur origine sociale, en vue de les faire accéder aux positions sociales les plus élevées et, ainsi, de promouvoir l'égalité des chances, b) de transmettre les connaissances, de développer les habiletés générales et spécifiques nécessaires au fonctionnement de l'économie, c) d'élaborer de nouvelles connaissances dans le but de favoriser le développement économique et le progrès social, et d) de transmettre les valeurs de rationalité, de justice, d'égalité et de tolérance propres à une société démocratique. Dans ce paradigme, une des fonctions du système éducatif est de former la main d'œuvre spécialisée requise par une société industrielle avancée.

À la fin des années 1960 et au cours des années 1970, ce paradigme a été fortement remis en question, notamment par les théories de la reproduction (Bourdieu & Passeron 1970, Baudelot & Establet 1971, Bowles & Gintis 1976). Il ne serait pas approprié, dans cette introduction, de rendre compte de toutes les variantes de cette perspective d'analyse. Qu'il suffise de souligner ce qu'on a voulu mettre en relief : la sélection au sein du système éducatif ne permet pas toujours aux plus talentueux d'accéder aux positions les plus élevées de la société. Des rapports de classe se nouent autour de l'école. Un ensemble de processus complexes associés aux conditions socioéconomiques des familles, à la sélection des savoirs véhiculés par le système éducatif et aux pratiques des acteurs en présence sont à l'origine de l'exclusion hâtive du système d'une proportion élevée des élèves d'origine modeste et de la surreprésentation des élèves des milieux favorisés dans l'enseignement supérieur.

Les travaux de recherche qui ont été effectués en s'inspirant du paradigme fonctionnaliste et des théories de la reproduction ont contribué à mettre en relief la fonction de sélection du système éducatif, ont proposé des explications différentes des relations entre éducation, emploi et stratification sociale et ont fourni certains matériaux pour l'évaluation de l'atteinte des objectifs de démocratisation de l'enseignement et d'égalité des chances en éducation, inscrits au cœur des réformes de plusieurs systèmes d'enseignement au cours des trente dernières années. Ils ont cependant négligé l'analyse de la transition du système éducatif au système productif et du processus d'insertion professionnelle.

Cette lacune a été en partie comblée par les nombreuses études qui, à partir de la deuxième moitié des années 1970 —et encore aujourd'hui— ont porté dans plusieurs pays sur les trajectoires suivies par les sortants du système éducatif lors de leur entrée sur le marché du travail, de même que sur leur insertion professionnelle, la relation entre leur formation et leur emploi, et les difficultés qu'une proportion élevée des moins scolarisés rencontre suite aux transformations du marché du travail. À l'origine, ces travaux ont été conçus principalement pour répondre aux besoins de gestion et de planification des instances gouvernementales et des établissements d'enseignement. Dans plusieurs pays, des enquêtes sur les cheminements de formation ont

aussi été effectuées dans le but vérifier dans quelle mesure les objectifs d'égalité d'accès à l'enseignement avaient été atteints. On voulait savoir quel avait été l'impact des politiques de démocratisation de l'enseignement. Par ailleurs, dans un contexte de restrictions budgétaires, on voulait mesurer l'efficacité et l'efficience du système éducatif. On en est venu à la conclusion, vu les taux d'abandon, qu'on ne pouvait se limiter à mesurer l'accès à l'enseignement proprement dit et qu'on devait s'intéresser à l'ensemble des cheminements de formation, à leur diversification, au taux d'obtention du diplôme, et même au passage du système éducatif au marché du travail ainsi qu'au lien entre formation et emploi.

C'est aussi parce qu'une proportion élevée de jeunes est aux prises, dans de nombreux pays, avec des difficultés majeures lors de leur entrée dans la vie adulte à cause de la montée du chômage de masse (Schwartz 1981) que ces recherches ont connu un essor considérable. À partir de nombreux indicateurs de leur situation sur le marché du travail, on a montré que l'accès à un emploi avec contrat à durée indéterminée, à temps plein, et lié à la formation est nettement plus difficile qu'auparavant (*Examen thématique sur la transition de la formation initiale à la vie active*, 1998). La trajectoire d'une proportion élevée de jeunes est souvent ponctuée de longues périodes de recherche d'emploi, de chômage, d'emploi, de retour aux études, qui témoignent de l'allongement de la période de stabilisation sur le marché du travail.

Ces travaux avaient et conservent souvent un caractère nettement sociographique. Plusieurs ont été réalisés pour mesurer l'adéquation entre la formation et l'emploi et comparer les prévisions d'emploi avec les flux de sortie du système éducatif. Toutefois, le postulat initial de l'adéquation formation-emploi a été remis en question suite à la crise économique du début des années 1980 (Tanguy 1986, Jobert, Marry & Tanguy 1995, Paul 2000). On continue néanmoins d'analyser les trajectoires des sortants des divers ordres d'enseignement. Mais on n'envisage plus le passage du système éducatif au système productif seulement sous l'angle d'un ajustement de l'offre et de la demande ou d'un simple moment au cours duquel s'effectue sans discontinuité la transition de l'un à l'autre. L'insertion professionnelle apparaît plutôt comme un processus complexe qui se déroule sur une période où peuvent s'enchevêtrer des situations de recherche d'emploi, d'emploi, de chômage, de formation et d'inactivité (Vincens 1986, 1997, Dupaquier et al. 1986).

Grâce à ces études, nous disposons maintenant d'un ensemble d'indicateurs sur l'entrée dans la vie active qui permet de faire le "monitorage" de la transition du système éducatif au système productif et qui s'avère utile dans la planification, l'évaluation et la gestion du système éducatif. Ces études ont modifié l'image qu'on avait de la transition du système éducatif au système productif. Les études du processus d'insertion ont mis en relief la diversité des modes de fréquentation du système éducatif et d'insertion professionnelle,

repéré plusieurs variables qui contribuent à le façonner et remis en question le postulat d'une adéquation stricte et mécanique de la formation et de l'emploi. S'il ne faut pas minimiser l'apport de ces études du point de vue de la définition et de l'exploration de cet objet d'études, il faut reconnaître avec Tanguy (1984) qu'à cette époque ces travaux ont été plus descriptifs qu'explicatifs, plus répétitifs que cumulatifs, et qu'ils se caractérisaient "par leur forte dépendance à l'égard des pratiques étatiques et des discours sociaux tenus dans ce champ et (...) par leur faible capacité à faire émerger des interrogations fondamentales en matière de rapports entre système éducatif et système productif" (p109).

Au cours des années 1990, on a franchi une nouvelle étape dans la construction du champ de recherche et la définition de l'objet d'études. Différentes approches théoriques permettent maintenant de mieux conceptualiser le problème de la transition et d'en proposer diverses interprétations. On est passé du stade du constat du problème à celui de la formulation de problèmes de recherche, de l'émergence du champ de recherche à celui de sa construction. Qu'il suffise d'évoquer brièvement quelques-unes de ces approches —certaines seront commentées plus longuement dans la deuxième partie de l'article— sans prétendre à l'exhaustivité. Dubar (1991) aborde l'analyse de l'insertion sous l'angle de la socialisation professionnelle et de la construction des identités sociales et professionnelles. Galland (1991) situe l'entrée sur le marché du travail par rapport à d'autres dimensions de l'entrée dans la vie adulte (départ de la famille d'origine, conjugalité, parentalité) à partir d'une sociologie de la jeunesse. S'inspirant d'une approche interactionniste, Nicole-Drancourt et Rouleau-Berger (1995) proposent une analyse du processus d'insertion des jeunes en difficulté centrée sur les modes d'organisation collective de jeunes en situation précaire, la construction des identités individuelles et collectives, de même que sur les modes de coopération et de conflits entre les jeunes et d'autres acteurs sociaux. Déjà au milieu des années 1980, Rose (1984) et Méhaut et al. (1987) mettaient l'accent non pas sur les trajectoires individuelles d'insertion mais sur le caractère organisé de la transition professionnelle, les multiples mesures et programmes d'aide à l'insertion, sur les pratiques de mobilisation de la main d'œuvre, la gestion socialisée de la transition. Cette perspective d'analyse s'est imposée au cours des années 1990 comme l'un des courants majeurs de recherche (Rose 1998). Ashton et al. (1994) pour leur part, analysent la transition à partir d'une approche axée sur la spécificité du marché du travail des jeunes, et mettent l'accent sur les facteurs structurels dans l'analyse de la transition du système éducatif au marché du travail. Detzel (1997) s'inspire du même type d'analyse en y intégrant le rôle des systèmes d'éducation et de formation dans lesquels les trajectoires individuelles d'insertion s'inscrivent. Pour Kerckhoff (1990) et Buchman (1989), la transition école-travail constitue une étape du cours de la vie ; ils l'analysent en tenant compte des trois carrières

(scolaire, familiale et professionnelle) dont l'agencement conditionne la configuration du cours de la vie. Heinz (1991) analyse l'insertion sous l'angle des rites de passage qui ponctuent les diverses étapes du cours de la vie. Bref, ces diverses approches illustrent bien dans quel sens le champ de recherche s'est développé. Certes, il se situe au carrefour de plusieurs autres domaines de recherche et il est loin d'être unifié. On fait appel à diverses approches, mais une nouvelle étape a ainsi été franchie dans sa construction.

L'intérêt de cette nouvelle étape tient, entre autres, à ce que l'analyse de la transition du système éducatif au marché du travail est susceptible de renouveler la réflexion sur la relation entre le système éducatif et le contexte social dans lequel il s'inscrit. On ne se limite plus à démontrer une relation entre formation, emploi et position dans la stratification sociale comme dans les premiers paradigmes qui ont inspiré les travaux de sociologie de l'éducation dans les années 1960. Le processus d'insertion constitue en lui-même un objet de recherche qui n'est pas analysé uniquement en rapport avec la position d'arrivée des jeunes insérés dans la stratification sociale. On tente en effet de mettre à jour la dynamique des divers acteurs qui construisent et façonnent la transition du système éducatif au système productif. Cette analyse est susceptible de susciter des voies nouvelles, des initiatives, des dispositifs d'éducation, de formation et de socialisation qui s'ajoutent à la forme scolaire traditionnelle.

## Principaux axes d'analyse du champ de recherche sur l'insertion professionnelle

Une des façons de se représenter sommairement le champ de recherche sur l'insertion professionnelle dans son état actuel est de repérer trois axes d'analyse : a) les cheminements de formation, les trajectoires et les stratégies d'insertion des individus, b) les facteurs structurels qui façonnent la transition au-delà des décisions et des stratégies des individus en voie d'insertion et c) les acteurs et les intermédiaires de l'emploi et de l'insertion.

### Cheminements de formation, trajectoires et stratégies d'insertion professionnelle des jeunes

Comme déjà indiqué, c'est au cours des années 1970 que les trajectoires d'insertion professionnelle sont devenues un objet de recherche en tant que tel. Les recherches se sont depuis considérablement diversifiées. En outre, on a développé des approches qui ont permis de dépasser le stade des recherches purement descriptives. En voici quelques illustrations.

On tend à analyser les trajectoires d'insertion en relation avec les cheminements de formation parce qu'on en est venu à se représenter l'insertion

professionnelle comme un processus, et aussi parce que de plus en plus de jeunes étudient tout en travaillant ou travaillent tout en étudiant. De plus, étant donné que la formation constitue une des principales ressources à faire valoir lorsqu'on accède à un emploi et que les projets d'insertion sont intimement liés aux projets de formation, ces deux dimensions sont examinées simultanément. Cette analyse tient compte des différences selon le sexe, l'origine sociale, le niveau et les types de scolarité, les secteurs de formation, l'appartenance ethnique et linguistique, les régions, etc., afin de refléter la diversité des cheminements et trajectoires d'insertion (Coutrot & Dubar 1992, Terrail 1997, Liénard 2001).

Les itinéraires d'insertion sont aussi examinés en relation avec les autres dimensions de l'entrée dans la vie adulte (départ de la famille, formation d'un couple et/ou d'une famille). La sortie du système éducatif et l'insertion professionnelle des jeunes sont une dimension centrale de l'entrée dans la vie adulte, mais ce ne sont pas les seules. Pour parvenir à une meilleure compréhension du processus, il importe de prendre en considération ces "événements contemporains" de l'insertion qui, à la fois, ont un impact sur l'insertion et sont influencés par celle-ci. Selon Galland (1996), les jeunes ne prendront pas nécessairement les mêmes décisions concernant leur cheminement de formation et leur insertion s'ils doivent tenir compte de la carrière scolaire et professionnelle de leur conjoint ou s'ils ont des responsabilités familiales. De même, leur décision de vivre en couple et d'avoir des enfants pourrait être reportée tant qu'ils n'auront pas le sentiment de s'être stabilisés sur le marché du travail. Galland a montré que les comportements des jeunes à cet égard varient selon le sexe et l'origine sociale. L'insertion résidentielle des jeunes (Molgat 1999) de même que leurs mouvements migratoires (Gauthier 1999) sont aussi analysés en relation avec leur insertion professionnelle. Cette perspective d'analyse permet de situer l'insertion professionnelle dans l'ensemble du projet de vie et de l'itinéraire personnel des jeunes.

L'approche de Dubar (1991) en termes de socialisation professionnelle est aussi bien connue. Le processus d'insertion n'y est pas défini d'abord en termes de stabilisation sur le marché du travail, mais comme un processus par lequel un individu construit son identité professionnelle. Cette construction résulte de l'articulation de deux processus identitaires hétérogènes. Le premier a trait à une transaction "interne" à l'individu, à l'incorporation de l'identité par l'individu lui-même construit à partir des expériences scolaires et professionnelles à travers lesquelles il est arrivé à une définition de lui-même. La construction de l'identité pour soi apparaît ainsi comme le résultat d'un processus biographique. Le deuxième processus renvoie à une transaction "externe" entre l'individu et les institutions avec lesquelles il est en interaction, et concerne l'identité pour autrui, l'attribution de l'identité par les institutions et les agents qui sont en interaction avec lui. La construction

de l'identité dépend aussi de ce processus relationnel. La sortie du système scolaire et l'entrée sur le marché du travail constituent, selon l'auteur, un moment essentiel de la construction de l'identité. Certes l'ensemble des décisions d'orientation plus ou moins forcées ou assumées contribue à façonner l'identité d'un individu. Toutefois, la construction de l'identité n'est pas nécessairement achevée à la sortie du système d'enseignement. C'est au moment de la confrontation avec le marché du travail que ses compétences lui sont reconnues, qu'un statut lui est conféré, que les possibilités de carrière se précisent, bref que son identité professionnelle se trouve confirmée par le jugement d'autrui.

Un autre type de recherche porte sur les stratégies des jeunes qui, comme acteurs de leur insertion, imaginent, construisent, réalisent ou modifient leur cheminement de formation et leur itinéraire professionnel, ou se les font imposer. Bien qu'un débat ait cours sur la capacité des jeunes de construire de véritables stratégies d'insertion à cause de multiples contraintes qui s'exercent sur eux (Rose 1999), on essaie dans cette approche de reconstituer la signification que revêtent pour les jeunes eux-mêmes leur entrée dans la vie adulte, leur conception de l'insertion et leurs représentations du processus (Nicole-Drancourt et Roulleau-Berger 1995). On s'appuie sur le postulat que les jeunes sont les acteurs de leur cheminement et de leur insertion. Leur trajectoire scolaire et leur itinéraire d'insertion ne sont pas déterminés par des facteurs tels l'origine sociale, le sexe, le niveau ou le type de scolarité qui les expliqueraient à eux seuls. Pour interpréter ces chemine-ments et ces trajectoires, on essaie d'intégrer dans l'explication la logique des acteurs qui disposent d'une marge de manœuvre dans la construction de leur itinéraire (Félouzis & Sembel 1997, Trottier et al. 1998, Trottier 1999). Le concept de stratégie qui est au centre de ce type de recherche implique que les étudiants puissent avoir des objectifs de carrière qu'ils essaient d'atteindre par divers moyens tout en sachant ou en anticipant qu'ils pourraient être amenés à les réviser ou à emprunter d'autres moyens que ceux qu'ils envisageaient au départ. Ils pourraient avoir à s'ajuster aux contraintes que leur impose le système d'enseignement et, par la suite, aux circonstances dans lesquelles ils s'inséreront sur le marché du travail. On ne peut assumer que les objectifs de leur stratégie sont clairement définis au départ. Leur projet peut être relativement flou dans la mesure où leur objectif de carrière est intimement lié à la construction de leur identité professionnelle, aux connaissances et aux compétences qu'ils ont réussi ou pas à maîtriser au cours de leur scolarité antérieure, et qu'ils ont la possibilité ou pas de mettre à contribution sur le marché du travail.

## **Facteurs structurels qui façonnent les cheminements de formation, les trajectoires et les stratégies d'insertion**

Un deuxième axe des études sur l'insertion est centré sur les facteurs structurels qui influencent les cheminements de formation et les trajectoires professionnelles des jeunes, imposent des contraintes sur leurs stratégies individuelles d'insertion. Les travaux relatifs à cet axe sont beaucoup moins développés et s'inspirent surtout des analyses économiques du marché du travail. L'accent est mis sur les facteurs liés à la restructuration et l'internationalisation de l'économie de même qu'à la réorganisation du travail qui façonnent le marché du travail des jeunes. L'objectif de ces études est de situer les cheminements de formation et les trajectoires professionnelles dans le contexte économique plus large dans lequel ils s'inscrivent.

Les travaux de Ashton et al. (1994) sur la spécificité du marché du travail des jeunes illustrent bien cet axe. La production des biens et services ne se planifie, ni s'effectue plus au niveau national. La concurrence a augmenté et on assiste à une redistribution des emplois entre les pays. Les vieux pays industrialisés ont perdu beaucoup d'emplois peu qualifiés au profit de pays en voie de développement parce que les coûts de la main d'œuvre y sont moins élevés. Il en résulte un chômage accru chez les travailleurs moins qualifiés, notamment les jeunes. Ces pays cherchent à se spécialiser dans la production de biens et services à valeur ajoutée qui suppose une main d'œuvre plus qualifiée. Cette tendance accentue la concurrence entre les pays. On en connaît les conséquences : recours à de nouvelles technologies et à une réorganisation du travail pour augmenter la compétitivité, déclin des métiers traditionnels, augmentation des qualifications requises et montée du chômage, en particulier chez les jeunes qui sont moins qualifiés et moins expérimentés, recherche d'une plus grande flexibilité pour soutenir la concurrence, qui se traduisent par une augmentation des emplois à contrat de durée déterminée et du travail à temps partiel.

Au-delà de ces facteurs d'ordre économique, un ensemble d'autres éléments relatifs à l'organisation du travail, à la structure industrielle, à l'aménagement de la formation professionnelle et aux négociations entre les partenaires sociaux qui y participent forme une configuration propre à une société donnée et contribue à façonner le contexte socioéconomique dans lequel s'effectue l'insertion professionnelle. Plusieurs des auteurs d'articles de ce numéro (voir ceux de Bel, Dubar, Doray et Maroy, Kieffer et Tanguy) se réfèrent à ce sujet à l'approche sociétale de Maurice, Sellier et Silvestre (1982) qui reconstitue ces configurations pour la France et l'Allemagne. Raffe, pour sa part, utilise dans son article le concept de système d'insertion, ensemble d'éléments relatifs aux caractéristiques du système d'éducation et de formation, à la structure du marché du travail, et aux institutions qui encadrent le

processus d'insertion. C'est au moyen d'analyses comparatives entre pays que ces systèmes peuvent le mieux être mis à jour. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que ces analyses soient conduites à l'intérieur de réseaux de recherche transnationaux (voir les articles de Kieffer et Tanguy et de Raffé).

## **Intermédiaires du marché du travail et programmes d'aide à l'insertion des jeunes**

L'analyse des trajectoires et stratégies individuelles, d'une part, et de ces facteurs structurels qui contribuent à façonner le contexte socioéconomique dans lequel s'effectue le processus d'insertion, d'autre part, est maintenant complétée par une approche qui met l'accent sur les intermédiaires du marché du travail et de l'insertion.

Les travaux relatifs à cet axe s'inspirent, ou tout au moins s'appuient sur le postulat d'une approche théorique selon laquelle l'insertion est définie comme un phénomène structuré socialement (Rose 1984). Plutôt que d'aborder l'insertion sous l'angle des trajectoires individuelles des jeunes, l'accent est mis sur le caractère organisé de la transition professionnelle, les modes de gestion de la main d'œuvre, et les pratiques de l'État, des employeurs et des réseaux sociaux dans la mobilisation, l'entretien et le renouvellement de la main d'œuvre. L'accès au marché du travail, du moins pour certaines catégories de personnes, notamment les jeunes, est plus long, difficile, sélectif et diversifié qu'auparavant, et correspond à une période de la vie active. Celle-ci fait l'objet d'une gestion socialisée et non plus privée au point qu'il s'est progressivement mis en place une organisation de la transition professionnelle comprenant un ensemble de politiques, de programmes et de mesures concernant les mouvements d'emplois, le recrutement de la main d'œuvre, et la formation. Cette gestion a pour fonction de faciliter la sélection de la main d'œuvre, d'en diminuer les coûts d'administration et de mobilité, et d'aider les entreprises les plus vulnérables. Elle peut aussi accentuer la mobilité et la précarité (Billiard et al. 1999, Del Sol et al. 2001) en officialisant et banalisant les statuts précaires tout en contribuant à une gestion globale du chômage visant à en contenir les effets dans des limites socialement acceptables. En plus de constituer une approche originale et critique du processus de transition, cette perspective d'analyse permet de situer les diverses mesures d'aide à l'insertion dans leur contexte macroscopique.

Cette approche repose aussi sur le postulat selon lequel la relation formation-emploi est construite. Celle-ci n'est pas établie une fois pour toutes au moment de l'obtention du diplôme, mais construite à la fois lors du cheminement de formation et tout au long de la trajectoire professionnelle. Et il importe d'analyser les liaisons entre organisations et institutions rele-

vant d'une part, de l'univers du travail et, d'autre part, du monde de l'éducation (Friot & Rose 1996), parce que cette relation est construite aussi bien par les acteurs du système productif et du système éducatif au plan sociétal que par les jeunes lors de leur entrée sur le marché du travail au plan individuel.

C'est dans cette perspective qu'on en est venu plus récemment à s'intéresser aux comportements et à la logique des acteurs et des intermédiaires du marché du travail et de l'insertion (Baron et al. 1994, Bessy & Eymard-Duvernay 1997) : instances responsables des politiques de placement de la main d'œuvre, organismes de formation, organismes communautaires, associations. Ces acteurs participent à l'aménagement des relations entre le système éducatif et le système productif. Les études qui s'en inspirent mettent l'accent sur les professionnels qui œuvrent dans les espaces dits de transition, sur les interactions entre les différentes catégories de professionnels et sur la façon selon laquelle la transition est construite soit à partir des organisations et des institutions, soit à travers les acteurs qui occupent les espaces de transition.

Cette perspective d'analyse projette un éclairage différent à la fois sur l'entrée des jeunes dans la vie professionnelle et sur les multiples mesures d'aide en mettant à jour les interactions des agents qui les façonnent. On porte une attention particulière aux mesures et programmes qui ont été mis en œuvre en vue de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté. Suite à la montée du chômage des jeunes au cours des années 1970, les divers pays ont élaboré des politiques actives relatives au marché du travail sous forme de programmes publics destinés à favoriser l'accès de jeunes en difficulté au marché du travail. Ces programmes sont devenus peu à peu un élément permanent des politiques d'éducation et d'emploi. Des ressources considérables y sont consacrées parce qu'on considère qu'ils constituent des réponses à leurs problèmes d'insertion (*De la formation initiale à la vie active*, 2000)

Ces trois axes d'analyse de l'insertion professionnelle témoignent du développement considérable qu'a connu le champ de recherche au cours des vingt dernières années. On a dépassé le stade des recherches purement descriptives de l'entrée des jeunes sur le marché du travail, effectuées principalement à des fins de planification. Les recherches couvrent à la fois les cheminement de formation, les trajectoires d'insertion, les intermédiaires de l'insertion, les stratégies des jeunes et des acteurs de l'insertion, de même que les facteurs structurels qui façonnent le contexte socioéconomique dans lequel se déroule le processus. Par ailleurs, ces trois axes ont connu un développement inégal. De plus, la réflexion se poursuit souvent de façon parallèle sans qu'on ne mette toujours en relief les convergences qui contribueraient à consolider le développement du champ de recherche.

## Objectif du numéro et perspective d'analyse retenue

Il n'aurait pas été réaliste de nous fixer comme objectif, dans ce numéro, de refléter et d'illustrer toutes les tendances qu'on observe actuellement dans le champ de recherche, de même que toutes les orientations théoriques qui le traversent. Nous avons plutôt choisi un créneau particulier et un angle d'analyse qui témoignent de tendances nouvelles dans l'analyse de la transition, notamment celle qui est centrée sur la construction de liaisons entre organisations et institutions relevant d'une part de l'univers du travail et, d'autre part, de l'univers de l'éducation ou de la formation. Les études qui sont regroupées autour de cet axe ne prennent pas d'abord, ni exclusivement comme objet de recherche les trajectoires professionnelles proprement dites des jeunes qui, diplômés ou pas, quittent le système éducatif pour entrer sur le marché du travail, ni les facteurs structurels qui contribuent à façonner le contexte socioéconomique dans lequel s'effectue la transition du système éducatif au marché du travail. Elles sont plutôt centrées sur les acteurs qui participent à l'aménagement des relations entre le système éducatif et le système productif. Plusieurs de ces études portent sur les milieux professionnels qui œuvrent dans les espaces dits de transition et sur les interactions entre différentes catégories de professionnels. Tout se passe comme si divers auteurs examinaient présentement comment la transition est construite soit à partir des organisations et des institutions, soit à travers les acteurs qui occupent les espaces de transition.

Un premier article, d'orientation plus théorique, porte sur le thème de la construction sociale de l'insertion. Cette notion souvent utilisée sans toujours être élucidée renvoie à un postulat sous-jacent à plusieurs travaux sur la transition du système éducatif au marché du travail et les acteurs de l'insertion. Claude Dubar s'emploie ici à expliciter les diverses significations de cette notion en mettant en relief trois aspects d'un raisonnement sociologique de type constructiviste et en l'appliquant à l'analyse de l'insertion des jeunes. Le premier suppose un détour historique. Les problèmes sociaux ou les objets sociologiques sont des produits de l'histoire, s'inscrivent dans des processus de plus ou moins longue durée. Mais l'insertion sociale n'est pas qu'un construit historique. Elle résulte de rapports sociaux propres à une société à un moment donné à propos notamment de la formation professionnelle, de l'organisation du travail, et des modalités de régulation et de négociation entre les partenaires sociaux. L'insertion apparaît ainsi comme un construit sociétal. Enfin, l'insertion est la résultante des stratégies d'acteurs. Il importe alors de rendre compte des logiques des divers acteurs (jeunes, "intermédiaires" de l'insertion et acteurs de l'entreprise).

C'est surtout dans le prolongement de l'approche stratégique et de l'approche sociétale de la construction sociale de la transition entre le système

éducatif et le système productif que s'inscrivent les autres articles du dossier sans que les auteurs ignorent toutefois la dimension historique. Deux de ces articles portent sur des objets se rapportant davantage au pôle du système éducatif et les deux autres sont centrés sur des objets qui, sans se rapporter exclusivement au pôle du marché du travail, sont axés sur des mesures ou des programmes d'aide à l'insertion. Chacun, à sa façon, tente de mettre à jour des logiques ou des stratégies d'acteurs impliqués dans l'aménagement de la transition du système éducatif au marché du travail.

C'est en essayant de montrer comment se construit l'offre de formation professionnelle des jeunes que Maiten Bel a choisi d'aborder l'analyse des relations entre éducation et travail du point de vue des acteurs de l'insertion. Plusieurs pays se sont engagés dans une réforme de la formation professionnelle. Leurs efforts en vue d'améliorer l'efficacité des systèmes de formation les ont conduits à modifier les cadres institutionnels dans lesquels cette formation est dispensée, et ont redéfini le rôle des divers acteurs. L'auteure s'emploie à mettre à jour leur dynamique de même que les logiques spécifiques inhérentes aux trois pôles autour desquels s'articule cette construction : l'appareil de formation, les personnes à former et le système productif. Pour conduire cette analyse, elle s'appuie sur une comparaison entre la France et l'Angleterre, et montre comment les acteurs de la construction de l'offre de formation s'activent dans des cadres institutionnels différents.

La formation en alternance constitue un autre terrain où les acteurs du système éducatif et du système productif tissent des relations entre éducation et travail à l'échelle non plus des instances où sont construites les politiques de formation professionnelle mais des établissements scolaires. Cette formule pédagogique fondée sur l'accueil de stagiaires dans les entreprises est de nature à favoriser l'insertion : les élèves y gagnent en expérience et en compétence et les entreprises y voient une façon d'améliorer leurs procédures de recrutement. L'article de Pierre Doray et de Christian Maroy porte précisément sur les transactions et les négociations entre les acteurs engagés dans la formation en alternance au Québec et dans la Communauté française de Belgique. Les auteurs analysent l'institutionnalisation du rapprochement entre l'école et l'entreprise, mettent en relief les modalités organisationnelles de la coordination de leurs échanges et dégagent la signification que revêt la relation entre l'école et l'entreprise pour les différents acteurs.

L'article de Cédric Frégné nous fait passer du côté des mesures d'aide à l'insertion qui ne relèvent pas d'abord, comme dans le cas de la formation en alternance, du système éducatif, tout en ayant une forte composante de formation reconnue non pas par un diplôme mais par attestation de compétences. L'auteur analyse des entreprises d'entraînement en France. Ces entreprises virtuelles dont l'origine remonte au début des années 1990 simulent le fonctionnement de petites ou de moyennes entreprises dans leurs fonctions

tertiaires. Leurs buts sont de former sur postes de travail fictifs des stagiaires au plus près de la réalité des entreprises et de favoriser leur insertion immédiate au marché du travail. L'auteur y présente des résultats de recherche sur ce programme d'aide à l'insertion, notamment sur la sélection et l'évaluation des candidats qui bénéficient de cette mesure d'intermédiation. Il analyse les logiques des responsables d'entreprises d'entraînement de même que les critères de sélection auxquels ils se réfèrent. L'auteur met en perspective le caractère sélectif de ce dispositif d'aide à l'insertion, problème auquel le débat sur les mesures d'aide à l'insertion fera écho (voir la rubrique Débats).

Avec l'article de Didier Demazière et d'Agnès Pélage, l'attention se détache encore plus nettement du pôle éducatif de la relation entre éducation et travail en se portant sur un dispositif d'aide à l'insertion, les emplois-jeunes, qui n'est pas axé sur des interventions éducatives. Ce programme lancé à la fin des années 1990 en France vise tous les jeunes de moins de 26 ans et pas seulement les fractions les moins formées de la jeunesse. Son objectif est de créer des emplois pour répondre à des besoins sociaux émergents du secteur associatif, des collectivités locales et de l'administration publique. Cette mesure se démarque des programmes antérieurs d'aide à l'insertion en ce sens qu'elle offre des conditions d'emploi nettement meilleures (contrat de travail à temps plein au salaire minimum d'une durée de cinq ans). Son objectif n'est pas de rapprocher les jeunes des emplois au moyen d'intermédiaires, mais de créer des situations d'emplois pour répondre à des besoins collectifs, situations où les acteurs (jeunes, collègues de travail, superviseurs, employeurs, clientèle) de la transition professionnelle participent directement à la création de nouveaux métiers. Les auteurs analysent ce dispositif sous l'angle du processus par lequel les acteurs qui y participent tentent de légitimer et de rendre crédibles des activités "nouvelles" tout en favorisant l'insertion professionnelle. Leur analyse s'appuie sur une étude des circuits institutionnels où se sont créés ces emplois et sur des études de cas d'emplois-jeunes.

Sous la rubrique Sociologie de la sociologie, un article est consacré à la sociologie du champ de recherche sur l'insertion professionnelle. Annick Kieffer et Lucie Tanguy rendent compte de la constitution et des transformations du domaine de recherche depuis le début des années 1980. Leurs objectifs sont de caractériser les angles d'approches qui ont été adoptés et de mettre en évidence les changements dans les conditions d'organisation et de production de la recherche. Elles montrent notamment dans quelles directions les recherches se sont orientées : analyse comparative internationale, analyse "sociétale" dont il a déjà été fait mention, mise en place de réseaux de recherche nationaux, européens et internationaux, renouvellement des outils et méthodes de recherche. Et elles portent un regard critique sur ces développements.

C'est précisément sur la construction sociale d'un des réseaux transnationaux de recherche, le Réseau sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, que porte l'article de David Raffe sous la rubrique Rencontre avec les sociologies d'autres espaces linguistiques. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une rencontre avec des sociologies totalement distinctes de la sociologie de langue française parce que plusieurs chercheurs francophones participent au Réseau qui opère dans les deux langues. Il constitue néanmoins un carrefour où se rencontrent des sociologues appartenant à plusieurs espaces linguistiques et illustre bien cette nouvelle tendance, dans la production des connaissances sur l'insertion, mise en relief par Kieffer et Tanguy. L'auteur traite de l'origine du Réseau et de son organisation, rend compte des principales orientations de ses travaux, analyse les clivages qui sont apparus au cours des années, de même que les facteurs qui en sont à l'origine et qui exercent des contraintes sur l'organisation de la recherche comparative. Il discute aussi des conclusions du Réseau sur le processus et les résultats de l'insertion.

La revue a enfin organisé un débat sur *Les programmes d'aide à l'insertion des jeunes*. Il nous a semblé opportun de faire écho, dans le cadre de ce numéro, aux multiples préoccupations des chercheurs et des acteurs de l'insertion au sujet des mesures, programmes et dispositifs d'aide à l'insertion sociale professionnelle des jeunes. On s'interroge sur leurs effets, et ils sont l'objet de nombreuses controverses. Quel est l'apport de ces programmes ? À partir de quels critères devrait-on les évaluer ? Servent-ils vraiment et uniquement les intérêts des jeunes ? Les objectifs du débat étaient de mettre en relief les principaux enjeux qui leur sont sous-jacents et de discuter de leur évaluation. Nous avons réuni à cet effet des économistes, Anne-Lise Aucoutuier et Jérôme Gautié, et des sociologues, Pierre Charbonnel et Gabriel Langouët. Tous les participants étant d'origine française, ils se sont référés essentiellement au contexte français. De plus, il s'agit d'un débat d'un type particulier puisqu'ils ne se sont pas rencontrés en personne et ont échangé leurs points de vue par courriel.

Dans le vaste champ de recherche sur l'insertion professionnelle et la transition du système éducatif au marché du travail, un "créneau" particulier a été choisi au départ et l'accent a été mis sur les acteurs engagés dans la construction des relations entre éducation et travail. L'objectif n'était cependant pas d'analyser tous les types d'acteurs mais d'illustrer, à partir d'exemples pertinents, comment on pouvait en faire une analyse sociologique. À cette préoccupation première s'est ajoutée celle d'une réflexion sur la construction du champ de recherche et les modalités de production des connaissances de même que sur les implications des travaux de recherche en matière d'évaluation des politiques d'aide à l'insertion. Souhaitons que ces analyses contribuent à la construction du champ de recherche sur le processus d'insertion et la dynamique des relations entre éducation et travail.

## Bibliographie

- ASHTON D. N., MAGUIRE M. J. & GARLAND V. 1994 *Restructuring the Labor Market : The Implications for Youth*, London, Macmillan
- BARON C., BUREAU M.-C., LE DANTEC E. & NIVOLLE P. 1994 *Les intermédiaires de l'insertion*, Dossier 1, Paris, Centre d'études de l'emploi
- BAUDELLOT C. & ESTABLET R. 1971 *L'école capitaliste en France*, Paris, Maspéro
- BESSY C. & EYMARD-DUVERNAY F. (dir.) 1997 *Les intermédiaires du marché du travail*, Paris, Presses Universitaires de France
- BILLIARD I., DEBORDEAUX D. & LUROL M. (dir.) 1999 *Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube
- BOURDIEU P. & PASSERON J.-C. 1970 *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Éditions de Minuit
- BOWLES S. & GINTIS H. 1976 *Schooling in Capitalist America : Educational reform and the Contradictions of Economic Life*, New York, Basic Books
- BUCHMAN M. 1989 *The Script of Life in Modern Society. Entry into Adulthood in a Changing World*, Chicago, University of Chicago Press
- CLARK B. 1962 *Educating the Expert Society*, San Francisco, Chandler
- COUTROT L. & DUBAR C. [dir.] 1992 *Cheminevements professionnels et mobilités sociales*, Paris, La Documentation Française
- De la formation initiale à la vie active. Faciliter les transitions*, 2000, Paris, OCDE
- DEL SOL M., EYDOUX A., GOUZIEN A., MERLE P. & TURQUET P. (dir.) 2001 *Nouvelles dimensions de la précarité*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes
- DETZEL P. 1997 Youth Economic Activity Patterns in the Perspective of Changing Socio-economic Institutions, in Wequin P. Breen R. & Planas J. (dir.) *Youth Transitions in Europe : Theories and Evidence. Third ESF Workshop of the Network on Transitions in Youth*, Marseille, Centre d'études et de recherches sur les qualifications
- DUBAR C. 1991 *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin
- DUPAQUIER M., FOURCADE B., GADREY N., PAUL J.-J. & ROSE J. 1986 L'insertion professionnelle, in Tanguy L. [dir.] *L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, Paris, La Documentation Française
- Examen thématique sur la transition de la formation initiale à la vie active. Rapport comparatif à l'issue de la première phase*, 1998, Paris, OCDE
- FÉLOUZIS G. & SEMBEL N. 1997 "La construction de projets à l'université. Le cas de quatre filières de masse", *Formation emploi*, n3, avril-juin, p45-59
- FLOUD J. & HALSEY A. H. 1958 "The Sociology of Education. A Trend Report", *Current Sociology*, vol.VII, n3, p165-233
- FRIOT B. & ROSE J. 1996 *La construction sociale de l'emploi en France. Des années soixante à aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan
- GALLAND O. 1991 *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin
- GALLAND O. 1996 "L'entrée dans la vie adulte en France. Bilan et perspectives sociologiques", *Sociologie et Sociétés* 27, 1, p37-46
- GAUTHIER M. 1999 Devenir adulte dans le contexte de la migration, in Comité Scientifique (dir.) *Recueil de textes présentés aux chantiers du Sommet du Québec et de la*

- jeunesse, Sainte-Foy, Québec, Observatoire Jeunes et société, Institut national de la recherche scientifique, Université du Québec
- HALSEY A. H., FLOUD J. & ANDERSON C. A. (dir.) 1965 *Education, Economy and Society. A Reader in the Sociology of Education*, New York, Free Press
- HEINZ W. (dir.) 1991 *Theoretical Advances in Life-course Research*, Weinheim FGR, Deutscher Studien Verlag
- ISAMBERT-JAMATI V. & MAUCORPS J.-G. 1972 "La sociologie de l'éducation", *La sociologie contemporaine*, vol.XX, n2, p5-49
- JOBERT A., MARRY C. & TANGUY L. (dir.) 1995 *Éducation et travail en Grande-Bretagne, Allemagne et Italie*, Paris, Armand Colin
- KERCKHOFF A. C. 1990 *Getting Started. Transition to Adulthood in Great Britain*, Boulder, Co, Westview Press
- LIÉNARD G. [dir.] 2001 *L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action*, Sprimont (Belgique), Mardaga
- MAURICE M., SELLIER P. & SILVESTRE J.-J. 1982 *Politiques d'éducation et organisation industrielle. Une comparaison France-Allemagne*, Paris, Presses Universitaires de France
- MEHAUT P., ROSE J., MONACO A. & CHASSEY (de) F. 1987 *La transition professionnelle. Les jeunes de 16 à 18 ans*, Paris, L'Harmattan
- MOLGAT M. 1999 L'insertion résidentielle des jeunes. Enjeux et questions de recherche, in Comité scientifique (dir.), *Recueil de textes présentés aux chantiers du Sommet du Québec et de la jeunesse*, Sainte-Foy, Québec, Observatoire Jeunes et société, Institut national de la recherche scientifique, Université du Québec
- NICOLE-DRANCOURT C. & ROULLEAU-BERGER L. 1995 *L'insertion des jeunes en France*, Paris, Presses Universitaires de France
- PAUL J.-J. 2000 Les évolutions de la relation formation-emploi, in van Zanten A. [dir.], *L'école. L'état des savoirs*, Paris, Éditions La Découverte
- ROSE J. 1984 *En quête d'emploi : formation, chômage, emploi*, Paris, Economica
- ROSE J. 1998 *Les jeunes face à l'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer
- ROSE J. 1999 Peut-on parler de stratégies d'insertion des jeunes? in Gauthier M. & Guillaume J.-F. (dir.), *Définir la jeunesse? D'un bout à l'autre du monde*, Québec, Presses de l'Université Laval
- SCHWARTZ B. 1981 *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Rapport au premier ministre*, Paris, La Documentation Française
- TANGUY L. 1984 La relation "formation et emploi": du problème social à l'objet de recherche ou les rapports système éducatif-système productif, un champ de recherche en voie de constitution, in *Pour un bilan de la sociologie de l'éducation*, Cahiers du centre de recherches sociologiques n2, Toulouse, Université Toulouse-Le-Mirail
- TANGUY L. (dir.) 1986 *L'introuvable relation formation-emploi. Un état des recherches en France*, Paris, La Documentation Française
- TERRAIL J.-P. [dir.] 1997 *La scolarisation de la France. Critique de l'état des lieux*, Paris, La Dispute
- TROTTIER C., LAFORCE L. & CLOUTIER R. 1998 Les représentations de l'insertion professionnelle chez les diplômés de l'université, in Charlot B. & Glasman D., *Les jeunes, l'insertion l'emploi*, Paris, Presses Universitaires de France
- TROTTIER C. 1999 Planifier ou explorer? Les projets de formation et les stratégies d'insertion professionnelle de diplômés universitaires québécois, in Degenne A., Lecoutre M., Lièvre P. & Werquin P. (dirs.), *Insertion, transition professionnelle et iden-*

- tification de processus*, Documents, Séminaires, n142, Marseille, Centre d'études et de recherches sur les qualifications
- VINCENS J. 1986 *L'entrée dans la vie active. Quelques aspects méthodologiques et théoriques*, Toulouse, Centre d'études juridiques et économiques de l'emploi, Université des sciences sociales
- VINCENS J. 1997 "L'insertion professionnelle des jeunes. À la recherche d'une définition conventionnelle", *Formation Emploi*, n60, p21-36